

● (1220)

On aurait cru que nous aurions dû, il y a un an ou deux, faire monter notre taux de change. Mais nous ne l'avons pas fait. Nous avons laissé flotter le taux de change avec le dollar américain, et ce fut un genre de flottement très particulier, comme se plaît à dire le chef du NPD. Ce flottement visait en réalité à maintenir la parité avec le dollar américain, parce que chaque fois qu'il y a eu des mouvements de capitaux pouvant modifier le taux de change, nous avons modifié la masse monétaire ou les taux d'intérêt.

Lorsque le dollar américain a été dévalué, notre dollar l'a été aussi, à un moment où il aurait fallu adopter quelque politique rationnelle visant à ralentir la demande d'exportations à cause de la hausse des prix. Nous avons au contraire contribué à accroître la demande en suivant des politiques économiques propres à maintenir la parité du dollar canadien par rapport au dollar américain. En réalité, nous avons laissé le prix de nos produits d'exportation augmenter sur le marché intérieur à cause de la demande mondiale, et le gouvernement semble disposé à quelques exceptions près à accepter ces prix sur le marché intérieur. Il n'a rien fait pour ralentir la demande au moyen d'un taux de change vraiment souple, comme on s'y serait attendu.

En outre, nous n'avons pas réellement examiné la question de savoir si notre politique qui consiste à exporter tout ce que nous pouvons, à faire du commerce pour le commerce, est bonne dans ce monde en évolution. La leçon à tirer du revirement arabe en matière de politique pétrolière est la suivante: nous devons nous mettre à penser sérieusement à l'emploi de nos ressources non renouvelables. Est-il raisonnable que le Canada vende aujourd'hui ses ressources au prix le plus élevé au plus offrant? Non seulement cela entraîne des effets inflationnistes spectaculaires, mais cela soulève également une question morale. Nous suffit-il de céder nos ressources au plus offrant? Désirons-nous réellement que les pays riches s'enrichissent et que les pays pauvres s'appauvrissent parce que nous sommes disposés à céder nos ressources aux pays qui sont prêts à les payer n'importe quel prix?

Le gouvernement prétend qu'il essaiera de résoudre le problème de l'inflation à long terme grâce à des politiques d'offre. Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas oublié les effets des anciennes politiques d'offre du gouvernement, alors qu'il a fallu abattre des poulets pour soutenir le prix des œufs, et de ses programmes de réduction des emblavures dans l'Ouest. Si le ministre des Finances (M. Turner) se préoccupe vraiment des problèmes d'offre, s'il croit que l'offre est la solution à l'inflation, pourquoi ne résout-il pas dès maintenant ces problèmes? Pourquoi ne freine-t-il pas l'exportation de nos matières premières? Pourquoi ne les fait-il pas transformer dans notre pays? Pourquoi n'a-t-il pas déjà adopté une politique d'offre?

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Il est absolument faux de prétendre que l'inflation au Canada est uniquement le fait de forces extérieures. C'est faux. Si nous voulons nous attaquer au

L'Adresse—M. Gillies

problème, nous n'y réussissons que si nous avons la volonté, le courage et l'imagination voulus.

Tout en négligeant de faire quoi que ce soit au sujet de l'offre, nous avons suivi une politique nationale d'expansion monétaire inconsiderée. Dans l'ensemble, l'inflation est un phénomène monétaire. Je suis tout à fait d'accord avec le représentant de York-Sud (M. Lewis), qui a déclaré hier qu'il est faux d'affirmer que l'inflation est attribuable aux hausses de salaire. Ce n'est pas vrai. Au cours de ces dernières années, la masse monétaire a augmenté dans des proportions telles que l'inflation ne peut que s'aggraver. Lorsque la production s'accroît de 17 ou 18 p. 100 on ne peut augmenter la masse monétaire de 50 p. 100 sans créer une inflation. Il faut faire une distinction entre politiques fiscales et monétaires, une distinction très importante. Le gouvernement n'a pas été capable de faire cette distinction, de reconnaître que la politique monétaire avait des répercussions directes sur les prix, et que la politique fiscale avait des répercussions directes sur la production.

Il est tout à fait concevable que les politiques monétaires et fiscales puissent avoir des effets contraires, mais nous avons l'inflation dans notre pays du fait que notre masse monétaire a augmenté comme elle ne l'a fait dans aucun autre pays industrialisé du monde dans l'ère moderne.

Finalement, monsieur l'Orateur, le gouvernement demande aux gens du pays de limiter leurs dépenses. Toutefois, aujourd'hui, selon la façon dont on interprète les chiffres, on constate que le gouvernement augmente ses dépenses de 20 p. 100—prenez votre propre chiffre—alors que le taux d'inflation est de 10 p. 100.

M. Stanfield: Soyez juste, c'est seulement de 19.6 p. 100.

M. Gillies: De 19.6 p. 100. Cela dépasse l'imagination. Le gouvernement ne veut-il vraiment rien faire pour combattre l'inflation? Il est absolument ridicule d'augmenter à ce point les dépenses en période d'inflation.

Si nous avons une telle inflation au Canada, c'est à cause de la politique gouvernementale. La politique du gouvernement est la principale cause de l'inflation que nous connaissons. Il faut se demander: comment la situation peut-elle être aussi ridicule? C'est presque un problème psychologique, mais je crois que c'est davantage un problème politique.

Quand on y pense, monsieur l'Orateur, la raison doit en être que le gouvernement a été tellement meurtri par la politique qu'il a suivie il y a deux ou trois ans, une politique d'erreur, de ralentissement de l'économie pour essayer de combattre l'inflation, créant ainsi un taux de chômage de 7 p. 100, le plus élevé de tous les pays industrialisés à l'époque, que la peur l'a poussé à suivre une autre politique d'erreur. Il n'y a pas de doute que l'inflation avait alors diminué, mais à cause de cette politique, le gouvernement a apparemment décidé qu'il ne pouvait rien faire du côté de la gestion de la demande du problème de l'inflation. Il a tellement peur que le taux de chômage fluctue qu'il ne fera rien. C'est absurde. La prospérité économique, accompagnée d'un fort taux d'emploi, engendre l'inflation si l'on ne cesse d'infuser plus d'argent dans le système et d'augmenter les dépenses gouvernementales.